



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE NORMANDIE

Service Risques

Arrêté préfectoral du 11 OCT. 2018

portant déconsignation de somme concernant la société Anciens Établissements Henri BRUMENT sise au 49bis Pierre Fauquet-Lemaître à BOLBEC (76210) en matière de législation relative aux sites et sols pollués pour son site de Bolbec

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE, PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5 ;
- Vu le décret du 16 février 2017 du Président de la République nommant Mme Fabienne Buccio, préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n°18-32 du 4 juin 2018 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 21 mai et 1er octobre 1999 visant la société Anciens Établissements Henri BRUMENT, propriétaire des terrains ;
- Vu l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 13 septembre 2017 visant la société Anciens Établissements Henri BRUMENT ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 d'exécution de travaux d'office afin de se conformer aux prescriptions de mise en demeure du 21 mai 1999 pour son site de Bolbec
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 février 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement.

Considérant que les travaux effectués correspondent à ceux prévus par l'arrêté d'exécution de travaux d'office du 6 novembre 2017.

Considérant que ces travaux permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure des arrêtés préfectoraux des 21 mai et 1^{er} octobre 1999 susvisés.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRETE :

Article 1 -

La procédure de déconsignation, en application de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2017 portant consignation, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, est engagée, à titre comptable (et non à titre de versement de fonds), en faveur de la société Anciens Établissements Henri BRUMENT, située à BOLBEC pour son site de BOLBEC.

Article 2 -

Le titre de perception n° d'ordre 100122423 pièce HNOR-17-2600019007 est annulé à la faveur de la société Anciens Établissements Henri BRUMENT en raison de l'exécution des mesures prescrites.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (: R.421-1 du Code de justice administrative).

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du HAVRE, le maire de la commune de BOLBEC, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et la directrice régionale des finances publiques de Normandie ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société Anciens Établissements Henri BRUMENT et mis à disposition sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le

11 OCT. 2018

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général,



Yvan CORDIER